

Numéro 24 - 22 juin 2019

**Le libre-échange et le pipeline Trans Mountain**

**L'agrandissement des pipelines soulève de  
sérieuses questions sur la direction de  
l'économie et son contrôle**

- K.C. Adams -



Manifestation contre l'agrandissement de l'oléoduc Trans Mountain à Vancouver le 9 juin 2019, une semaine avant que le gouvernement Trudeau n'annonce son approbation du projet pour la deuxième fois (T. Hansen)

- **L'arrogance de ceux qui contrôlent le pouvoir décisionnel**
- **Déclaration de l'Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique**

**Neuvième Congrès biennal du Réseau canadien pour Cuba**

- **À la défense des liens d'amitié et de solidarité entre le Canada et Cuba**
- Le Réseau canadien pour Cuba -

**Résistance héroïque au Honduras**

- **Dix ans après le coup d'État de 2009**
- Margaret Villamizar -
- **Une lutte syndicale, politique et insurrectionnelle**
- Gilberto Rios Munguia, dirigeant du Parti de la liberté et de la refondation (Libre) -

## **Les tentatives futilles et sans fin de nier le droit à l'existence des Palestiniens**

- **Kushner comme administrateur colonial: parlons du «modèle israélien»**  
**- Ramzy Baroud -**

## **Derniers développements dans la péninsule coréenne**

- **Réunion à Toronto sur les développements actuels dans la lutte pour la paix et la réunification**
- **Visite d'État du président chinois en République populaire démocratique de Corée**

## **Supplément**

- **D'importants anniversaires**

---

## **Le libre-échange et le pipeline Trans Mountain**

### **L'agrandissement des pipelines soulève de sérieuses questions sur la direction de l'économie et son contrôle**

**- K.C. Adams -**



**Manifestation à Vancouver le 18 juin 2019 suite à l'annonce par le gouvernement Trudeau de son intention de poursuivre le projet d'agrandissement de l'oléoduc Trans Mountain**

Le rachat de Trans Mountain Corporation par le gouvernement fédéral et l'agrandissement de son réseau par l'ajout d'un pipeline vers Vancouver soulèvent de graves problèmes économiques sur lesquels les Canadiens doivent se pencher. Ces problèmes s'ajoutent aux préoccupations environnementales et au désir des Canadiens d'humaniser l'environnement social et naturel.

Comment l'Alberta s'est-elle retrouvée dans cette situation où l'élite dominante croit maintenant que sans un pipeline débouchant sur les côtes du Pacifique le ciel va nous tomber sur la tête ? Des quantités énormes de pétrole et de gaz naturel ont été exportées de l'Alberta pendant des décennies, générant des milliards de dollars de revenus. Où sont allés tous ces revenus ? Qui en avait le contrôle et comment ont-ils été investis ? Cela n'a certainement pas contribué à développer

l'économie albertaine dans tous les secteurs, à en faire une économie stable et moins tributaire de l'exportation de matières premières et semi-raffinées et des caprices des impérialistes américains, car alors on ne parlerait pas ainsi du ciel qui menace de tomber sans l'agrandissement de l'oléoduc Trans Mountain (TMX).

Malgré toute la grandeur de l'Alberta, les géants américains de l'énergie et de l'armée américaine n'ont d'yeux que pour son pétrole et son gaz naturel. Ils n'ont que faire de la viabilité de son économie et du bien-être de ses habitants. Le développement du secteur de l'énergie de l'Alberta coïncide avec l'intégration du Canada dans son ensemble au continentalisme et maintenant au mondialisme de l'impérialisme américain. Toutes les routes et tout l'argent de l'énergie vont vers le sud, y compris le pipeline Trans Mountain, qui alimente principalement les raffineries de la côte ouest des États-Unis. Le Lower Mainland de la Colombie-Britannique doit importer une grande partie de son essence et de son carburateur des États-Unis !

### Entreprise d'État



**Une action d'urgence devant les bureaux du premier ministre à Ottawa le 19 juin 2019 pour protester contre l'approbation du projet d'expansion du pipeline Trans Mountain par le gouvernement libéral.**

La Trans Mountain Corporation est maintenant une entreprise d'État. Avant la mondialisation néolibérale et son intégration à l'empire américain, on parlait plutôt de « sociétés de la Couronne ». À l'époque du contrôle colonial britannique, les sociétés de la Couronne ou les entreprises d'État étaient un élément de l'édification nationale et de l'opposition au continentalisme américain, ainsi que des moyens de payer les riches lorsque les grandes compagnies comme celles du chemin de fer se retrouvaient en difficulté financière.

La destruction et la privatisation des sociétés d'État ont été essentielles à l'intégration de l'économie canadienne à l'empire américain. Les impérialistes américains ont mené une campagne très fructueuse pour empêcher les sociétés d'État de pénétrer le secteur de l'énergie de l'Alberta. La tentative lancée en 1975 de faire de Petro-Canada une entreprise publique viable s'est écroulée en 1990 sous les attaques soutenues des géants de l'énergie américains et la pression idéologique néolibérale.

Les entreprises d'État ou les sociétés de la Couronne du Canada faisaient partie de la société civile sous le colonialisme britannique, au même titre que le gouvernement responsable et les institutions démocratiques libérales. Ces institutions ne sont plus viables dans les conditions actuelles de l'impérialisme mondial néolibéral, c'est-à-dire l'époque du pouvoir extraordinaire de l'oligarchie financière et des entreprises sous le contrôle d'oligarques spécifiques et de la victoire du continentalisme américain qui a intégré le Canada à son économie de guerre. Le renouveau démocratique pour investir le peuple du pouvoir et l'établissement d'une nouvelle direction de l'économie sont à l'ordre du jour.

Les impérialistes américains considèrent les entreprises d'État étrangères comme des concurrents devant être détruits ou privatisés pour que les oligarques américains puissent prendre le contrôle et saisir la valeur ajoutée produite par les travailleurs de ces entreprises. Au lieu des entreprises d'État,



les impérialistes ont maintenant mis au point des stratagèmes pour payer les riches qui distribuent les fonds publics à de puissants intérêts privés comme une pratique normale. Les entreprises d'État, telles que Postes Canada, profitent à l'ensemble de l'élite dirigeante, tandis que les stratagèmes pour payer les riches servent à verser des fonds publics directement aux oligarques les plus puissants et à leurs entreprises dans des secteurs donnés.

Les pays en développement utilisent les entreprises d'État comme moyen de défense contre le pillage des plus puissants impérialistes. À mesure que ces pays se développent et que l'élite dirigeante locale devient plus puissante, les entreprises d'État tombent en disgrâce et sont remplacées par d'autres systèmes pour payer les riches et par des entreprises privées comme Huawei en Chine.

Les entreprises d'État étaient spécifiquement visées par les accords de libre-échange néolibéraux, tels que l'Accord de libre-échange nord-américain. La prétention est que les entreprises d'État ne servent pas les intérêts privés et constituent donc de facto une concurrence déloyale pour les intérêts privés, tandis que les plans de sauvetage directs, les concessions, les contrats, les prêts, les allégements fiscaux, les infrastructures matérielles et sociales fournies gratuitement par l'État et, d'autre part, les tarifs, les boycottages et les embargos de pays entiers ne sont pas considérés comme tels, ou du moins pas aussi facilement.



L'attaque contre les entreprises d'État est reprise dans le nouvel accord de l'ALÉNA appelé Accord Canada-États-Unis—Mexique (ACÉUM). Le chapitre 22 de l'ACÉUM interdit aux entreprises d'État ou sociétés d'État de concurrencer des sociétés privées à but lucratif, même si elles sont définies par le gouvernement comme devant spécifiquement défendre l'intérêt public ou l'intérêt national. Or, la Trans Mountain Corporation a bénéficié d'une exemption spéciale parce qu'elle profite aux impérialistes américains, notamment les entreprises de la côte ouest américaine, et à leur économie de guerre et ne rivalise pas avec des intérêts privés pour le moment. Le rachat de Trans Mountain par le gouvernement fédéral a en fait été une aubaine pour certains oligarques financiers. Elle et son pipeline existant, ainsi que l'agrandissement proposé, fonctionneront à perte selon ceux qui ont examiné les droits de péage à facturer aux sociétés d'énergie pour l'expédition de bitume. En outre, les impérialistes américains, avec

leur économie militarisée et leur soif insatiable de pétrole, considèrent les pipelines comme cruciaux pour alimenter leurs raffineries situées sur la côte ouest américaine.

Gordon Laxer écrit dans son rapport sur la société d'État Trans Mountain *Beyond the Bailout* : « L'exemption accordée à la Trans Mountain Corporation dans l'ACÉUM facilite davantage l'utilisation par Ottawa de ses ressources financières illimitées pour subventionner l'agrandissement du pipeline. Elle précise que même si l'aide à la société pourrait nuire aux intérêts d'un autre pays en fournissant des services d'exploitation de pipelines, 'le Canada peut fournir une aide non commerciale dans des circonstances où la viabilité de la société est en péril'. »

Laxer fait remarquer que sans la ratification de l'ACÉUM, c'est l'ALÉNA existant qui reste en vigueur et cela ne comprend pas d'exemption pour la société d'État qu'est devenue Trans Mountain. Les droits approuvés par l'Office national de l'énergie pour acheminer le pétrole dans l'oléoduc agrandi sont considérés comme faibles et constituent donc une subvention de l'État et une infraction

aux règles de l'ALÉNA sur les entreprises d'État.

L'ACÉUM comprend également une exemption permettant à la Trans Mountain Corporation « d'accorder un traitement favorable aux personnes et organisations autochtones lors de l'achat d'un bien ou d'un service ». Cela reviendrait vraisemblablement à utiliser la propriété autochtone comme une arme contre l'absence de consentement pour l'agrandissement de l'oléoduc des nombreux peuples autochtones vivant le long du tracé et dans les basses terres intérieures de la Colombie-Britannique.

La question de savoir qui bénéficie (*cui bono*) de l'agrandissement de l'oléoduc Trans Mountain revêt un intérêt particulier. La construction et la fourniture de matériel demeurent sous le contrôle de sociétés privées. Les entreprises énergétiques qui rempliront les pipelines de bitume sont des géants privés et étrangers dans la plupart des cas. La demande de bitume proviendra presque certainement des raffineries américaines de la côte ouest. Le Canada ne possède maintenant qu'une seule petite raffinerie à Burnaby, dans le Lower Mainland de la Colombie-Britannique.

Le gouvernement Trudeau dit qu'il finira par revendre la Trans Mountain Corporation au secteur privé, en particulier à des investisseurs autochtones, mais l'opération doit tout d'abord être « sans risque ». Pour le moment, la société d'État opérerait à perte à cause des faibles droits à percevoir pour le transport du pétrole et en raison des sommes énormes investies pour acheter le pipeline et le développer. Le PDG de Trans Mountain a même publiquement averti les investisseurs, y compris les investisseurs autochtones, d'attendre que le pipeline élargi soit construit et opérationnel, que les droits de péage puissent être augmentés et que l'investissement soit « sans risque ».

Avec cet étonnant aveu, cet avertissement aux propriétaires privés potentiels, le PDG semble dire : attendez que l'agrandissement soit terminé et que l'immense valeur y ait été incorporée avant de soumettre des offres à un prix inférieur au prix de production, ce que le gouvernement considérera sans faute. Une offre d'investisseurs autochtones pourrait être considérée si cela atténue l'opposition à l'agrandissement.



La direction actuelle de l'économie, y compris le TMX, va dans le sens de la guerre, du privilège de classe pour les oligarques au pouvoir, de l'insécurité pour les travailleurs, de la destruction de l'environnement social et naturel et, plus généralement, d'une économie et d'une société qui échappent au contrôle du peuple.

De nombreux Canadiens discutent de ces choses et cherchent une nouvelle direction pour l'économie qui la dégage de l'économie de guerre américaine, s'attaque aux privilèges de classe, garantisse le bien-être et la sécurité de la population, humanise l'environnement social et naturel et donne au peuple un contrôle par le renouveau démocratique qui l'investit du pouvoir de décider.

Pour plus d'informations sur le projet d'agrandissement de l'oléoduc Trans Mountain, voir :

- « [Le gouvernement albertain adopte une loi restreignant les livraisons de pétrole à la Colombie-Britannique](#) », *LML* 19 mai 2018 ; et

- « Le gouvernement Trudeau achète le pipeline Trans Mountain dans un stratagème à grande échelle pour payer les riches : Pas de consentement, pas de sauvetages et pas de pipeline ! Arrêtez de payer les riches ! », *LML* 2 juin 2018

## Analyse économique: Le rachat de l'oléoduc Trans Mountain

Pour des extraits en français du rapport de Gordon Laxer *Billion Dollar Buyout* publié le 3 juin sur certains aspects économiques du rachat, cliquer [ici](#). Pour le texte complet du rapport en anglais, cliquer [ici](#).

(Photos: *LML*, A. Nasimi.)



## L'arrogance de ceux qui contrôlent le pouvoir décisionnel



À Vancouver le 18 juin 2019

**« Vendre un pays ! Et pourquoi ne pas vendre alors l'air, les nuages, la grande mer et même la terre ? Le Grand Esprit ne les a-t-il pas tous créés pour ses enfants ? » - Tecumseh**

En compagnie de plusieurs de ses collègues du cabinet, dont la ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Catherine McKenna, le premier ministre Trudeau a publié le 18 juin une déclaration approuvant l'agrandissement de l'oléoduc Trans Mountain (TMX). Il l'a qualifié d'« étape importante sur le chemin de la réconciliation avec les peuples autochtones » et un moyen de « créer de nouveaux emplois, de rejoindre de nouveaux marchés, d'accélérer notre transition écologique, tout en ouvrant de nouvelles voies pour la prospérité économique des peuples autochtones ».

Le premier ministre a déclaré : « Nous avons la responsabilité de veiller à ce que les décisions que nous prenons aujourd'hui nous aident à bâtir une économie plus propre et plus durable. Lorsque nous donnons le feu vert à des grands projets d'exploitation de ressources naturelles, nous devons protéger l'environnement et veiller à ce que les droits des peuples autochtones soient respectés. Le projet TMX est un investissement important pour les Canadiens et pour notre avenir. Il créera des milliers de bons emplois pour la classe moyenne, tout en respectant les normes environnementales les plus strictes. Ce projet financera les solutions d'énergie propre dont le Canada a besoin pour faire

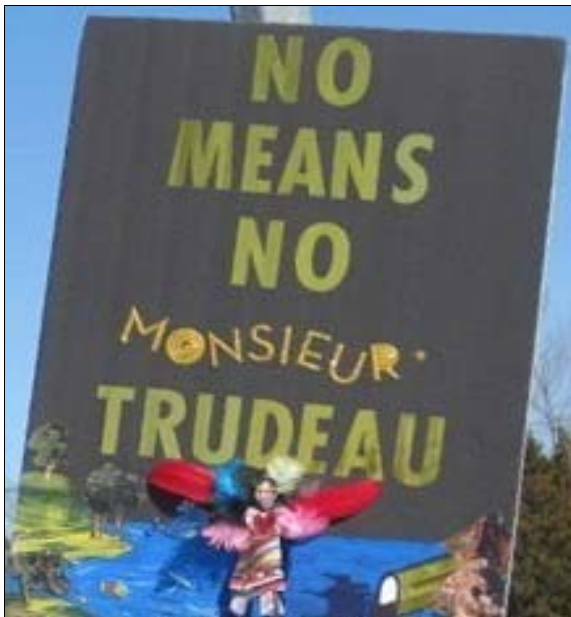


concurrence dans l'économie mondiale. »

Pour renforcer l'image du gouvernement Trudeau en tant que gardien socialement responsable de la santé environnementale du pays et du monde, la ministre McKenna avait demandé à la Chambre des communes la veille de voter en faveur d'une motion non contraignante déclarant une urgence nationale liée au climat au Canada, ce que la Chambre a fait par un vote de 186 contre 63. La motion de McKenna demandait à la Chambre de reconnaître que « les changements climatiques constituent une crise réelle et urgente, causée par l'activité humaine » et de déclarer « que le Canada est en situation d'urgence climatique nationale, en réponse à laquelle le Canada doit s'engager à atteindre ses objectifs nationaux en matière d'émissions énoncés dans l'Accord de Paris et à procéder à des réductions plus importantes conformément à l'objectif de l'Accord de maintenir le réchauffement planétaire sous la barre des deux degrés Celsius et de poursuivre les efforts pour demeurer sous la barre du 1,5 degré Celsius. »



Que comprendre de cette motion d'urgence climatique et de l'approbation du TMX ? De grandes entreprises énergétiques vont extraire une ressource non renouvelable de l'Alberta et la vendre à la Trans Mountain Corporation. Celle-ci acheminera le pétrole par un oléoduc jusqu'à la côte ouest et en transférera une partie vers un autre, dans l'État de Washington, et d'autres quantités via des pétroliers vers d'autres parties de la côte ouest des États-Unis et peut-être même en Asie.



Beaucoup de questions se posent. S'agit-il d'une gestion de l'environnement socialement responsable ? D'où provient et où réside le droit de vendre la terre et son pétrole et son gaz non renouvelables ? De nombreux peuples autochtones n'ont pas donné leur consentement au TMX. Les personnes préoccupées par la santé de la Terre Mère dénoncent le TMX, qui ne respecte pas les engagements du Canada en matière de réduction des gaz à effet de serre (GES).

Environnement et Changement climatique Canada calcule que les émissions de GES provenant de la production et du traitement du pétrole albertain associées à l'expédition de 590 000 barils de pétrole supplémentaires par jour dans le nouveau pipeline produiraient l'équivalent de 13 à 15 mégatonnes (Mt) de dioxyde de carbone par an.

Une mégatonne, c'est un million de tonnes métriques. L'évaluation du ministère n'inclut pas les émissions en aval qui proviendront du raffinage du pétrole lourd aux États-Unis ou ailleurs, ni de la combustion lors de l'utilisation finale. Quinze Mt équivalent à ajouter 3 750 000 véhicules de passagers sur les routes canadiennes. Le ministère avait déjà prévu que, dans son scénario de référence, le Canada raterait de 79 Mt son objectif d'émissions de Paris pour 2030, soit de 15 %. Partant des données du ministère, Gordon Laxer calcule dans son rapport *Beyond the Bailout* qu'« ajouter 13 à 15 Mt supplémentaires aux émissions totales du Canada ferait gagner au Canada trois points de pourcentage, soit 18 % de plus que l'objectif de Paris ».

De nombreux peuples autochtones et leurs organisations n'ont pas consenti au TMX et se sont engagés à s'y opposer de toutes les manières possibles.

Les municipalités de Vancouver et de Burnaby et le gouvernement provincial de la Colombie-Britannique ne cachent pas leur opposition au TMX.

Le gouvernement Trudeau dit que la construction d'un oléoduc débouchant sur l'océan va accroître les ventes sur les marchés asiatiques, mais il n'en demeure pas moins que le TMX représente une intégration plus poussée de la production canadienne à l'économie de guerre américaine. La côte ouest des États-Unis et les îles du Pacifique sont parsemées de bases militaires et d'installations de production militaires telles que Boeing, qui nécessitent d'énormes quantités de pétrole pour fonctionner. Avec la diminution des réserves de pétrole lourd en Alaska et le boycottage actuel du brut lourd du Venezuela, la côte ouest des États-Unis a besoin du pétrole lourd canadien. Les nombreuses raffineries américaines de la côte ouest sont conçues pour raffiner le pétrole lourd pour produire de l'essence, du carburateur et d'autres produits énergétiques, afin de nourrir l'insatiable culture militaire et automobile actuelle.

Les données du projet « Costs of War » de l'Université Brown, qui porte spécifiquement sur les « guerres post-11 septembre » et leur impact sur les émissions de gaz à effet de serre, sont également remarquables en ce qui concerne l'économie de guerre et les guerres incessantes des États-Unis pour détruire des pays qu'ils ne peuvent pas contrôler. Selon les estimations, l'armée américaine aurait été responsable de 1 212 millions de tonnes de gaz à effet de serre entre 2001 et 2017. Les émissions résultant « d'opérations d'urgence à l'étranger » en Afghanistan, au Pakistan, en Irak et en Syrie ont généré plus de 400 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>. Selon le rapport, durant la seule année 2017 « les émissions du Pentagone étaient supérieures à toutes les émissions de la Suède et du Danemark ».[1]



Pour les travailleurs, l'approbation du TMX est assombrie par le manque d'informations et, plus important encore, par l'absence d'une alternative viable pour répondre à leurs préoccupations concernant l'emploi, leur sécurité et leur bien-être et ceux de leurs communautés, en particulier dans les régions productrices d'énergie de l'Alberta. La décision de soutenir ou non l'exportation de bitume est assombrie par l'insécurité du secteur pétrolier et gazier à l'heure actuelle. Ceux qui contrôlent l'économie et les gouvernements n'ont développé aucune économie alternative qui favorise les travailleurs et humanise l'environnement naturel. Cela met les travailleurs dans une situation difficile, voire impossible. La décision de soutenir le TMX et des projets d'énergie carbone similaires devient une forme de chantage.

Les géants de l'énergie et les gouvernements de l'Alberta et du Canada n'ont pas développé d'alternative à la direction actuelle qui porte atteinte à l'environnement et alimente l'économie de guerre américaine. Ils n'ont pas utilisé les revenus de la production passée pour investir dans une économie alternative qui favorise les humains et la Terre Mère. Cela signifie que si les travailleurs des secteurs de l'énergie et de la construction disent non au TMX et à d'autres projets d'énergie au carbone, ils doivent être disposés à se sacrifier pour la santé et le bien-être de l'environnement naturel et être contraints de se débrouiller seuls dans une économie socialisée qu'ils ne contrôlent pas.



Les gouvernements fédéral et albertain n'ont mis en place aucune alternative viable qui favorise les travailleurs et l'environnement et qui fasse du Canada une zone de paix. Procéder à la vente de la terre et de son pétrole dans une situation de guerres et de changements climatiques constants, sans le consentement de ceux qui sont directement touchés, est socialement irresponsable. Cela reflète l'arrogance des intérêts privés étroits qui contrôlent le processus décisionnel. Plus important encore, cela révèle la nécessité d'investir le peuple du pouvoir pour que ce soit lui et non ces intérêts privés étroits qui contrôlent le processus décisionnel. Ceux qui sont actuellement aux commandes peuvent agir en toute impunité, car les institutions démocratiques libérales reposent sur des arrangements qui confèrent le pouvoir de décision à une personne d'État artificielle que le gouvernement représente. Il prétend agir au nom du peuple et dans l'intérêt national, mais le peuple ne décide rien. Il ne décide certainement pas du but de l'économie ou de la société.



Le peuple exerce un contrôle seulement quand il parle en son propre nom, développe son propre matériel de pensée et bâtit ses propres organisations sur cette base. Il n'a pas recours aux institutions démocratiques libérales telles que les partis cartellisés et les assemblées législatives parce que ces institutions ont été accablées par de puissants intérêts privés et que les nouvelles conditions de contrôle qu'ils ont imposées. L'hypocrisie, la duperie, l'intérêt personnel et le privilège de classe sont les principales

caractéristiques qui se manifestent quand il s'agit de défendre les intérêts du peuple.

Les Canadiens sont confrontés à la décision à la fois individuelle et collective d'enquêter et d'analyser les conditions concrètes et de lutter pour ce qui est juste dans la situation donnée. L'organisation du peuple dans ses propres institutions pour la défense de ses droits par des actions avec analyse est la façon de s'investir du pouvoir de décider.

L'intégration à l'économie de guerre est un mauvais choix ! Faisons du Canada une zone de paix !  
Luttons pour une nouvelle direction prosociale de l'économie !

La destruction de la planète par le pillage socialement irresponsable du pays est un mauvais choix et doit être combattue.

L'approbation de projets sans le consentement des personnes concernées, et des peuples autochtones dans le cas du TMX, est un mauvais choix et doit être combattue.

Le TMX n'est pas dans l'intérêt national ou populaire et doit être opposé !

Opposez-vous à l'hypocrisie et à la prétention de ceux qui disent gouverner au nom du peuple, mais qui agissent au service des riches et maintiennent la division de la société sur une base factionnelle sans rendre de comptes. Organisons-nous pour changer la direction de l'économie et pour réaliser le renouveau démocratique ! Que chacun agisse et parle en son nom !

## Note

1. *Costs of War*, Watson Institute for International and Public Affairs, Brown University, 2011-2019.

(Photos: LML, Vancouver Climate Convergence)

## Déclaration de l'Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique



**Le 20 mars 2018, le grand chef Stewart Phillip, président de l'Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique (le deuxième à partir de la droite), a manifesté devant l'installation de Trans Mountain sur le mont Burnaby.**

En dépit de l'approbation du projet controversé par le cabinet fédéral [le 18 juin], les dirigeants autochtones de toute la Colombie-Britannique demeurent fermement opposés à l'agrandissement du pipeline Trans Mountain (TMX) et ont promis qu'il ne serait jamais construit. Le gouvernement fédéral a été obligé de reprendre les consultations avec les Premières Nations après qu'une cour d'appel fédérale ait annulé une approbation de 2016 « tombant bien en-dessous de la barre » pour ce qui est des consultations sérieuses fixées par la Cour suprême du Canada.

Un rapport publié l'année dernière par les plus grands climatologues du monde contenait un avertissement criant : il ne reste plus que douze ans pour endiguer les effets du réchauffement planétaire et maintenir l'augmentation maximale de la température à 1,5 degré Celsius dans le monde. Nous avons une douzaine d'années pour apporter des changements dramatiques, urgents et sans précédent à nos économies et à nos interactions avec le monde naturel. Plus tôt cette semaine, le gouvernement du Canada a adopté une motion déclarant une urgence climatique et affirmant que le changement climatique est une crise urgente qui affecte la santé et la sécurité des Canadiens ainsi que l'économie canadienne.

L'annonce d'aujourd'hui témoigne d'une approche irresponsable et insouciance de la lutte contre les changements climatiques et de la reconnaissance des droits humains des peuples autochtones.

« Cette décision est décevante, mais pas une surprise. Les Tsleil-Waututh ont de nouveau engagé des consultations de bonne foi, mais il était clair que le gouvernement fédéral avait déjà pris sa décision en tant que propriétaire du projet, de dire la chef Leah George-Wilson de la nation Tsleil-Waututh. Malheureusement, cela me semble trop familier. Le Canada a répété bon nombre des mêmes erreurs de la dernière fois. Nous examinerons attentivement la décision avec notre équipe et nous examinerons nos options juridiques pour garantir la protection de nos droits. »

« Les détenteurs du titre et des droits de nos nations autochtones n'ont pas donné leur consentement, a déclaré Kukpi7 Judy Wilson, cheffe de la bande indienne Neskonlith et secrétaire-trésorière de

l'Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique (UCICB). Les approbations des gouvernements de bandes indiennes, sous la contrainte financière, ne répondent pas aux normes d'une relation de nation à nation. Jusqu'à ce que notre droit à un consentement libre, préalable et éclairé soit reconnu et mis en oeuvre, comme stipulé dans la *Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones*, nous continuerons de nous opposer à ces projets et de défendre nos terres. »

« Nos terres brûlent et sont inondées. Nos poissons meurent et notre peuple souffre. Ce n'est pas le moment de poursuivre imprudemment des projets dévastateurs pour l'environnement pendant que nos territoires souffrent, a déclaré le grand chef Stewart Phillip, président de l'UCICB. Nous allons activement et continuellement résister à la recherche de gains à court terme, afin de garantir la qualité de vie et le bien-être de nos enfants et de nos petits-enfants. Nous sommes extrêmement déçus de l'annonce d'aujourd'hui, mais nous sommes également prêts. Nous n'acceptons pas la décision préméditée du Canada et nous sommes prêts à continuer de nous opposer à ce projet par tous les moyens possibles. »



**Kukpi7 Judy Wilson, le 30 août 2018, à la suite de la décision du tribunal infirmant la première approbation du pipeline Trans Mountain**

Khelsilem, porte-parole de la nation Squamish, a déclaré : « La nation Squamish a rencontré des représentants du gouvernement fédéral alors qu'elle menait les consultations de phase III ordonnées par le tribunal avec les Premières Nations. Nous avons assisté à une tentative superficielle de consultation qui n'a pas permis de répondre à nos préoccupations. L'incapacité de s'engager de manière significative avec les détenteurs de droits signifie que le gouvernement n'est pas sérieux dans la construction de ce pipeline ou dans le respect des droits des peuples autochtones. »

(18 juin 2019. Traduction : LML. Photos: Coast Protectors, UCICB)

---

## **Neuvième Congrès biennal du Réseau canadien pour Cuba**

### **À la défense des liens d'amitié et de solidarité entre le Canada et Cuba**

#### **- Le Réseau canadien pour Cuba -**

Les 8 et 9 juin 2019, les délégués de 19 organisations de solidarité et d'amitié Canada-Cuba de partout au pays se sont réunis à l'hôtel de ville de Toronto pour le 9e Congrès biennal du Réseau canadien pour Cuba (RCC). Les délégués se sont rencontrés dans le contexte de l'escalade des attaques de Washington contre Cuba et de l'évolution inquiétante des relations entre le Canada et Cuba. La fermeture du bureau des visas du Canada à La Havane, par exemple, a été jugée extrêmement troublante. Dans leurs délibérations, les délégués ont souligné que, pour 2019-2021, l'une des tâches centrales du RCC était donc de tout mettre en oeuvre pour renverser ces développements négatifs et faire en sorte que la politique d'Ottawa à l'égard de Cuba ne soit pas la même que celle de Washington. Le Congrès a souligné que les Canadiens qui, par centaines de milliers, visitent chaque année Cuba pour diverses raisons, notamment touristiques, commerciales, universitaires, politiques et culturelles, souhaitent qu'Ottawa poursuive une politique étrangère fondée sur le respect mutuel et l'égalité.





## L'île héroïque face à l'empire

Le 7 juin, un événement précongrès a eu lieu à A Different Booklist, où des orateurs dont la consule cubaine Yoslaidy Clemente López, Cikiah Thomas (président du Congrès afrikan mondial) et le Dr Isaac Saney (spécialiste de Cuba, coprésident et porte-parole du RCC) se sont adressés à une salle comble. Yoslaidy Clemente López a dit que l'histoire de Cuba est une histoire de résistance et de ferme opposition aux colonisateurs et aux puissances impériales, et que le peuple cubain l'emportera sur tout ce que les États-Unis vont décider d'utiliser contre lui. Dans leurs exposés, Saney et Thomas ont dénoncé avec sobriété, mais avec passion l'agression de Washington et d'Ottawa contre Cuba et le Venezuela. La réunion constituant le coup d'envoi du Congrès du RCC, les présentateurs ont invité tous les Canadiens à défendre le droit à l'autodétermination et à la souveraineté de tous les peuples, en s'opposant à l'ingérence de toute force extérieure dans leur pays.



**Événement chez A Different Booklist le 7 juin 2019, intitulé « Cuba à l'époque de Trump : Une île face à l'empire »**

Le matin du 8 juin, le 9e congrès biennal s'est ouvert en saluant les invités de l'ambassade de Cuba au Canada et de l'Institut cubain pour l'amitié avec les peuples (ICAP). Le chef Stacey Laforme de la Première Nation des Mississaugas de New Credit a ensuite présenté ses salutations. Avec un message d'unité émouvant, le chef Laforme a souligné les points communs qui unissent tous les peuples. Pour le remercier, le coprésident du RCC, Isaac Saney, a remis une pochette de tabac cubain au chef Laforme. Saney a souligné le symbolisme du tabac cubain en racontant l'histoire de Hatuey, le chef taïno d'Haïti qui a dirigé la résistance à Cuba contre la colonisation espagnole. Hatuey est reconnu par les Cubains comme le premier internationaliste de la nation insulaire. Saney a également

souligné l'importante contribution diplomatique de La Havane à la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones.

Son Excellence Josefina Vidal (ambassadrice de Cuba au Canada), Tania López Larroque (consule générale de Cuba à Toronto), Sandra Ramírez Rodríguez (directrice, bureau nord-américain - ICAP), Yamil Martínez Marrero (bureau du Canada - ICAP) et d'autres diplomates et invités cubains ont fait partie des invités d'honneur. Le Congrès a ensuite eu l'honneur et le privilège d'entendre le message de salutations de l'ambassadrice Josefina Vidal. L'ambassadrice a souligné l'importance du mouvement de solidarité et d'amitié Canada-Cuba. Elle a dit que le peuple cubain, malgré l'agression américaine qui persiste, avait préservé son unité sans violer aucun des principes révolutionnaires ou éthiques qui ont guidé le projet socialiste de Cuba. Elle a déclaré que l'objectif de Cuba était de continuer à édifier une société toujours plus équitable et plus juste, guidée par la vision de José Martí d'une nation « avec tous et pour tous ». L'ambassadrice a réitéré ces points lors de la réunion publique le soir du 8 juin, Cuba va de l'avant en 2019, qui s'est tenue à l'église de la Sainte-Trinité, située au square Trinity. Elle a évoqué le développement socioéconomique de la nation insulaire et la nouvelle constitution, soulignant la détermination de Cuba à renouveler son projet de révolution et d'édification nationale tout en préservant son indépendance et sa souveraineté. Elle a souligné l'importante participation démocratique du peuple cubain à ce processus. Au cours d'une période animée de questions et réponses, l'ambassadrice Vidal a déclaré sans équivoque que Cuba défend l'indépendance de l'Amérique latine, s'oppose à toute ingérence étrangère dans la région et ne cédera pas à la pression impériale. Elle a dit que le gouvernement canadien devrait reconsidérer sa décision de fermer son bureau des visas à La Havane, afin qu'on ne se souvienne pas de ce gouvernement comme celui qui a mis fin aux relations peuple à peuple entre le Canada et Cuba.



**Julio Fonseca, représentant des résidents cubains au Canada (à gauche), et l'ambassadrice de Cuba, S.E. Josefina Vidal à l'événement public « Cuba va de l'avant en 2019 »**



Les délégués représentaient presque tous les groupes membres du Réseau canadien pour Cuba, de Halifax à Vancouver. Les coprésidents, Isaac Saney et Elizabeth Hill, ont présenté un rapport sur les travaux du RCC au cours des deux dernières années, suivi des rapports verbaux des organisations membres. En plus des séances plénières et des événements publics, trois panels ont été organisés durant le congrès. Dans le premier panel, sur les relations Canada-Cuba-États-Unis, Sandra Ramírez et Isaac Saney ont parlé de la fermeture par le Canada de ses installations de traitement des visas



dans son ambassade à La Havane et de son impact sur les peuples canadien et cubain. Il y a eu également une longue discussion sur l'agression de Washington contre le Venezuela et sur l'impact sur Cuba et le Canada de l'activation par le président américain Trump des titres III et IV de la loi tristement célèbre Helms-Burton qui a été condamnée à l'échelle internationale. Dans le deuxième panel, À la défense de Cuba et de la souveraineté et de l'indépendance de l'Amérique latine, Yamil Martínez (ICAP), Edgar Godoy (Réseau de solidarité pour l'Amérique latine et les Caraïbes) et Dr. Maria Páez Victor (présidente, Centre de politique canadienne, latino-américaine et caribéenne) ont souligné la signification historique de la révolution cubaine pour la cause de la démocratie, de la souveraineté et de la paix dans la région. Les dangers causés par l'impérialisme américain, en particulier ses attaques en cours contre le Venezuela, auxquelles le Canada s'est joint, ont été examinés avec grand sérieux.

Le troisième panel a été animé par un conférencier invité, Mark Entwistle, ancien ambassadeur du Canada à Cuba de 1993 à 1997. Historien de formation, M. Entwistle a attiré l'attention sur les débuts des relations entre le Canada et Cuba à la fin du XIXe siècle avant de passer en revue les relations diplomatiques ininterrompues entre le Canada et Cuba depuis 1945. Il a souligné que le Canada, avec le Mexique, a refusé de rompre ses relations diplomatiques avec Cuba dans les années 1960, lorsque les États-Unis ont établi le blocus économique, financier et commercial de la nation insulaire. Il a dit que la fermeture récente du bureau des visas constituait une rupture sérieuse par rapport à cette relation de longue date. Il a dit que Cuba avait une perspective unique sur le monde et a joué un rôle important en contribuant à la paix et à la sécurité régionales. Au cours de la période de questions, M. Entwistle a dit que la relation entre le Canada et Cuba était importante, mais qu'en raison des développements actuels, l'image du Canada risquait d'être endommagée aux yeux du peuple cubain.

Au cours du congrès, les délégués ont réaffirmé leur détermination à renforcer le mouvement de solidarité Canada-Cuba et à vaincre le blocus économique multilatéral imposé à Cuba par les États-Unis. Les délégués ont également exprimé leur profonde préoccupation face à l'état actuel des relations entre le Canada et Cuba, et ont résolu de faire tout ce qu'ils peuvent pour que leurs relations restent fondées sur les normes internationales de respect mutuel et d'égalité entre les nations. Par conséquent, compte tenu de l'escalade de la guerre économique américaine contre Cuba et de l'incertitude qui règne actuellement dans les relations entre Ottawa et La Havane, des résolutions ont été adoptées pour guider les travaux du RCC de 2019 à 2021.



Des mesures ont été adoptées pour stabiliser et développer la brigade de bénévoles Ernesto Che Guevara afin d'assurer son succès futur. Dans le cadre de la lutte contre le blocus économique de Cuba par les États-Unis, les délégués ont adopté une résolution contre l'activation des titres III et IV de la *Loi Helms-Burton* visant à mobiliser l'opinion publique et politique canadienne contre la politique d'agression continue menée par les États-Unis contre Cuba. Préoccupés par l'état actuel des relations entre le Canada et Cuba, ils ont également adopté une résolution demandant à Ottawa de rouvrir les services de visa à l'ambassade du Canada à La Havane. Parmi les autres résolutions



adoptées figuraient celles appelant à des actions pour marquer le 5e anniversaire de la libération des Cinq héros cubains et le 500e anniversaire de la fondation de la ville de La Havane. En outre, des résolutions ont été adoptées pour appuyer les conférences suivantes : la 8e conférence Che Guevara de Vancouver, du 25 au 27 octobre 2019 ; la Conférence de solidarité hémisphérique anti-impérialiste pour la démocratie et contre le néolibéralisme à La Havane, du 1er au 3 novembre 2019 ; et Cuba à 60 ans : défis actuels et perspectives d'avenir, à Halifax, du 31 octobre au 2 novembre 2019. Les délégués ont également réitéré la nécessité de continuer à renforcer le travail avec les membres du Parlement et des assemblées législatives.

Afin de poursuivre ce mandat et ces initiatives, un nouvel exécutif formé de sept membres a été élu : Bronwyn Cragg, Nora Fernandez, Julio Fonseca, Tamara Hansen, Elizabeth Hill, Michael O'Neill et Isaac Saney. Le RCC aborde les deux prochaines années en se fixant la tâche de développer la solidarité et l'amitié avec Cuba dans l'ensemble de la société canadienne. Le RCC réaffirme que le peuple cubain, quels que soient les changements dans les relations entre Ottawa et La Havane, peut continuer de compter sur la solidarité et l'amitié indéfectibles et sans faille du peuple canadien. Cette solidarité et cette amitié ne sont ni ténues ni transitoires, mais découlent du respect profondément enraciné et de l'admiration des Canadiens pour la réalisation historique du droit à l'indépendance et à l'autodétermination de Cuba : respect et admiration renforcés par ce que le peuple cubain a pu réaliser face à l'agression incessante des États-Unis. De ce respect et de cette admiration, des liens inébranlables de solidarité et d'amitié ont été et continuent d'être forgés entre les peuples canadien et cubain.



Pour plus d'information :

Coprésidents : Isaac Saney et Elizabeth Hill  
cnc@canadiannetworkoncuba.ca

Porte-parole national : Isaac Saney  
902-449-4967, isaney@hotmail.com  
www.canadiannetworkoncuba.ca





Actions exigeant que le Canada rouvre ses services consulaires et son ambassade à La Havane. De haut en bas : Montréal le 1er juin 2019, Ottawa et Toronto le 9 juin 2019.

(Photos : LML, ambassade de Cuba, RCC, Association des résidents cubains au Canada)

## Résistance héroïque au Honduras

### Dix ans après le coup d'État de 2009

- Margaret Villamizar -

Le 28 juin, dix années se seront écoulées depuis que le président élu du Honduras, Manuel (Mel) Zelaya, a été kidnappé, démis de ses fonctions et sorti du Honduras dans un coup d'État militaire orchestré par les États-Unis. Zelaya a déclaré que la principale motivation du coup était la signature par son gouvernement de l'Alliance bolivarienne des peuples de Notre Amérique (ALBA) en 2008, ce que les États-Unis ne pouvaient tolérer. L'ALBA avait été fondée quatre ans plus tôt par le Venezuela et Cuba comme une alternative à la Zone de libre-échange des Amériques que cherchaient à imposer à l'époque par les États-Unis. Les forces du coup ont installé leur propre président « de facto ». Quelques mois plus tard, dans des élections frauduleuses qui ont été boycottées par la majorité des Honduriens et qui se sont tenues dans les conditions de la terreur d'État visant à étouffer la résistance au coup, un représentant du Parti national à qui les États-Unis ont confié la tâche de mettre en oeuvre leur ordre du jour néolibéral au pays a accédé au pouvoir. Deux coups électoraux ont suivi – en 2013 et en 2016 – et le président actuel, Juan Orlando Hernandez, du même



parti, a à son tour accédé au pouvoir pour un deuxième mandat illégal. En dépit de nombreuses preuves de fraude, surtout au cours des élections de novembre 2017, les résultats ont rapidement été reconnus par les États-Unis et le Canada, ce qui a une fois de plus empêché le peuple hondurien d'élire un gouvernement de son choix et imposé plutôt un gouvernement dominé par des intérêts étrangers, surtout américains, dont le seul objectif est de piller les ressources naturelles et humaines du pays et de s'en servir comme base militaire stratégique pour menacer et mener des agressions contre les nations souveraines et les peuples de la région.



**Tegucigalpa, Honduras, 28 mai 2019**

Malgré la perfidie des dix dernières années, le peuple du Honduras n'a jamais accepté le sort que lui a imposé l'oligarchie pourrie de son pays et les maîtres étrangers qu'elle sert. Les forces du peuple se sont immédiatement mobilisées et se sont organisées en opposition au coup et n'ont pas ralenti depuis, affirmant avec force leurs droits dans des circonstances extrêmement difficiles depuis ce temps, confrontées à une décennie de détérioration de leurs conditions de vie – 65% de la population vivant à présent dans la pauvreté et 40% dans l'extrême pauvreté, la violation systématique des droits humains, l'insécurité engendrée par la terreur d'assassinats ciblés et aléatoires – de militarisation de leur pays et de répression violente pour avoir osé s'opposer au dictat néolibéral des gouvernements du coup.

Les dix dernières années ont également vu la concession de territoires à des sociétés minières étrangères, la concession de rivières pour des projets extractifs et hydroélectriques à capitaux nationaux et étrangers, l'expulsion du peuple autochtone Garifuna de ses terres ancestrales pour ouvrir de nouvelles zones sur la côte caraïbe pour le marché du tourisme, la faillite des entreprises d'État et leur privatisation ultérieure (téléphonie, électricité, eau, ports et aéroports, hôpitaux et cliniques, les groupes bancaires rachetant bon nombre des anciens établissements de soins de santé publics). Avec l'accord de libre-échange que le Canada a signé avec le Honduras en 2012, les entreprises canadiennes figurent parmi celles qui ont tiré profit de cet agenda facilité par les coups d'État successifs.

Le cri de rassemblement qui a fini, après l'élection volée de 2017, par symboliser le rejet de tout cela et la détermination du peuple à se débarrasser d'un président illégitime qui y a présidé est « Fuera JOH ! » (Juan Orlando Hernandez, dehors !).



À l'approche du dixième anniversaire du coup d'État, la résistance du peuple et sa lutte pour ses droits démocratiques ont pris de l'ampleur et de nouvelles dimensions importantes. L'une des formes que cela prend est une vigoureuse lutte des médecins et des enseignants pour défendre le droit des citoyens à la santé et à l'éducation. Depuis près de deux mois maintenant, les syndicats représentant les médecins et les enseignants travaillant dans les systèmes de santé et d'éducation publiques, organisés sous le nom de Plate-forme de défense de la santé et de l'éducation publiques, se sont engagés dans une grève nationale pour s'opposer aux décrets promulgués par le gouvernement pour « la restructuration et la transformation » des systèmes nationaux de santé et d'éducation, c'est-à-dire leur privatisation.

Les enseignants et les médecins ont été rejoints dans les rues et en dehors des écoles du pays par des étudiants, des parents, des enseignants d'école privée, des infirmières et d'autres personnels hospitaliers, des chauffeurs de taxi, des chauffeurs de camion et bien d'autres pour demander au gouvernement de répondre à leurs préoccupations. Au cours de la semaine écoulée, le pays a été paralysé, des routes ont été bloquées et les transports et le commerce de tous types ont été arrêtés. La réponse du gouvernement a été d'ordonner à la police, et de plus en plus à l'armée, d'attaquer les manifestants avec des gaz lacrymogènes et de tirer à balles réelles sur les gens pour les forcer à se disperser. Plusieurs jeunes seraient morts des suites de blessures par balle et plus de 20 autres auraient été blessés depuis le début de la grève. La persécution des dirigeants du mouvement a augmenté avec Twitter et Facebook, fermant des comptes et propageant des mensonges sur l'endroit où ils se trouvaient, de manière à désorienter le mouvement de résistance qui prend de l'ampleur.

Tout en continuant de faire valoir leurs revendications au moyen de la grève, les organisateurs du Programme ont hissé leur lutte politique à la défense de la santé et de l'éducation publics à un niveau supérieur. Le 18 juin, ils ont convoqué la session inaugurale du Dialogue citoyen alternatif sur la santé et l'éducation publics non seulement pour que puissent y participer les professionnels de l'enseignement et de la médecine, mais aussi les étudiants, les parents, les patients et les membres de la communauté en général pour qu'eux aussi participent à la discussion et à l'élaboration d'un projet global visant à améliorer les systèmes de santé et d'éducation nationaux qui à leurs yeux sont mal financés et qu'on a laissé se détériorer de façon déplorable. Des centaines de personnes se sont présentées au Collège médical du Honduras où l'événement a eu lieu. Les organisateurs considèrent que cela a été un succès retentissant. Parmi la foule d'invités, on comptait des experts nationaux et internationaux, des diplomates et deux vice-ministres envoyés par le gouvernement, ainsi que des mouvements sociaux de partout au pays. Auparavant, la plate-forme avait rejeté une tentative du gouvernement de scinder leurs rangs en organisant un « dialogue » et en signant un accord avec un groupe de médecins et d'enseignants triés sur le volet, mais non des représentants de ses dirigeants. Lors de la cérémonie inaugurale, la Dre Suyapa Figueroa, président du Collège de médecine et coordinateur de la plate-forme, a déclaré que la lutte des médecins et des enseignants était une lutte du peuple hondurien, née de ses actions visant à revendiquer les soins de santé et l'éducation comme droits fondamentaux, et non comme marchandises, ce qu'elles sont devenues en raison du système corrompu actuel de sous-traitance.

Les organisateurs du Programme ont aussi annoncé que le Dialogue citoyen alternatif allait se poursuivre au moins au cours des cinq prochaines semaines alors que ses membres comptaient organiser des discussions dans les écoles, les hôpitaux et les cliniques où ils travaillent dans toutes les régions du pays, pour ensuite produire un rapport sur le résultat de ces discussions. Lors de la réunion inaugurale, les organisateurs du Programme ont aussi annoncé neuf revendications. Une de ces revendications est que les organisateurs du Programme doivent être présents dans tout futur dialogue avec le gouvernement et que ce dialogue doit être télédiffusé en direct, par télévision et autres médias. Ils ont aussi exigé que les forces policières et militaires soient immédiatement retirées de ces communautés où elles mènent des actions répressives contre les membres de la communauté qui défendent leur droit à la santé et à l'éducation, et qu'il y ait une enquête impartiale pour identifier les individus responsables de meurtre, d'avoir infligé des blessures et d'avoir causé des dommages,

suite aux actions répressives menées par les forces de sécurité de l'État. Les discours de la docteure Figueroa et des autres représentants du Programme ont été ponctués d'acclamations de la salle, dont « Le peuple uni ne sera jamais vaincu ! » et « Fuera JOH ! ».



**À la session inaugurale du Dialogue citoyen alternatif sur l'éducation et la santé publiques lancé le 18 juin 2019 en opposition au « dialogue » antidémocratique du gouvernement**

Le contexte dans lequel tout cela se produit est favorable aux peuples s'ils continuent à s'en tenir à ses demandes justes et s'organise pour les réaliser en s'unissant pour mettre fin à la dictature et à ses projets antinationaux, en gardant l'initiative. Juan Orlando Hernandez, qui devient de plus en plus impopulaire et doit compter sur les forces répressives sous son commandement et la puissance militaire des États-Unis pour se maintenir au pouvoir, est en train d'être abandonné même par certains de ses partisans traditionnels et par des membres de son Parti national fracturé. Il y a même des spéculations sur un coup d'État contre son parti pour empêcher les forces du peuple de remporter d'importantes victoires et de prendre des mesures révolutionnaires pour revendiquer sa souveraineté et arracher le Honduras des griffes de l'impérialisme. Quoi qu'il en soit, les gens ont appris à se méfier de toute idée que la solution des problèmes proviendrait de toute personne ou de toute force qui ne serait ni sous son contrôle, ni redevable envers lui. Cela lui servira certainement à mesure qu'il poursuit le combat pour s'investir du pouvoir et réaliser son objectif de devenir maîtres de son destin dans un Honduras nouveau et souverain, un Honduras que les Honduriens ne seront plus obligés de fuir comme migrants et réfugiés en quête de sécurité et de possibilité de gagner leur vie, un Honduras qui ne sert plus de base à une agression étrangère dans la région mais contribue à faire de l'Amérique latine et des Caraïbes une zone de paix.

*(Photos : T. Diaz Galeas, M.U. Fajarda)*

---

## **Une lutte syndicale, politique et insurrectionnelle**

**- Gilberto Rios Munguia, dirigeant du Parti de la liberté  
et de la refondation (Libre) -**

Les syndicats des employés médicaux et des enseignants, qui devaient subir des mises à pied massives et des compressions budgétaires à la suite de l'imposition d'ajustements fiscaux par le Fonds monétaire international depuis la visite de ses représentants dans le pays en mars, sont descendus dans la rue pour réclamer l'abrogation des décrets de restructuration des secteurs de la santé et de l'éducation. À la mi-avril, la présence des deux syndicats dans la rue, accompagnés des étudiants d'université et des citoyens conscients, a fait bouger les choses.

À la suite des manifestations des 29 et 30 avril, les décrets ont dû être retirés par leurs auteurs. Le

président du Congrès national lui-même, Mauricio Oliva, qui la veille s'était éclaté de rire en se moquant de l'opposition à la Chambre, a dû annoncer très sobrement sa défaite. Selon certains analystes, il s'agit d'une double défaite pour Oliva, lui qui voulait à tout prix être un bon élève du FMI pour prouver sa servilité face aux intérêts des instances financières internationales, une condition sine qua non pour ceux qui aspirent à une candidature présidentielle pour les partis représentant l'élite.



**Les sessions inaugurales de Dialogue citoyen alternatif sur la santé et l'éducation publiques ont eu lieu dans plusieurs villes le 18 juin 2019.**

Les syndicats unis dans le Programme de lutte à la défense de la santé et de l'éducation publiques ne se sont pas arrêtés là. Ils ont immédiatement demandé l'abrogation des décrets d'urgence de la présidence et du Conseil des ministres (Décrets PCM), qui ont permis à l'exécutif d'effectuer des mises à pied massives en éducation et en santé publiques. Certains de ces décrets avaient été approuvés dans le cadre de la répression des syndicats pour leur lutte contre le coup d'État de 2009. Les mobilisations ont été massives à l'échelle nationale et ont été largement appuyées par d'autres secteurs, mais le contenu n'était déjà plus le même : il n'était plus seulement question d'exiger l'abrogation des décrets alors que les citoyens se sont mis à scander le désormais célèbre « Fuera JOH ! » (Juan Orlando Hernandez, dehors !), exprimant une revendication politique et la nécessité d'obtenir le départ du Parti national de l'administration du gouvernement.

Dès les premiers jours de juin, le régime a une fois de plus succombé aux pressions de la rue et a abrogé les décrets d'urgence existants, pour ensuite immédiatement approuver de nouveaux décrets PCM (sans une seule réunion du Conseil des ministres), tout en spécifiant qu'il n'y aurait pas de mises à pied ni de représailles massives contre les manifestants, entre autres garanties. Cependant, il existe des ambiguïtés et les nouveaux décrets sont dangereux, provenant d'un gouvernement qui, à maintes reprises, a refusé d'honorer ses engagements. Son but était-il seulement d'obtenir une démobilisation ? Pourquoi, après dix ans, la santé et l'éducation publiques au pays sont-elles toujours gérées en vertu de décrets d'urgence ? De plus, sans les PCM existants, le gouvernement serait dans l'obligation de retourner aux lois garantissant la profession d'enseignant (*Loi des enseignants*) et le syndicat des médecins (*Loi des employés médicaux*).

Pour sa part, le Parti de la liberté et de la refondation (Libre) a exprimé son appui inconditionnel à la lutte pour le Programme, faisant preuve d'une certaine prudence en raison d'une campagne intense déclenchée par le régime qui tente par tous les moyens de discréditer la lutte des syndicats, disant qu'ils sont mus par des « intérêts politiques » qui incitent les secteurs sociaux à descendre dans la rue dans le cadre d'une « stratégie de déstabilisation de l'opposition visant à affaiblir le gouvernement ». Malgré tout, les députés de Parti Libre ont déclaré être dans un état d'insurrection législative, et ont mené leur protestation sur le plancher de la Chambre et bloqué l'approbation continue de lois contraires aux intérêts du peuple.

Les rues et les routes du pays témoignent d'un autre niveau de conscience de la population : on y



voit une plus grande confiance du peuple en ses moyens de changer le rapport de forces entre le régime oppresseur et les forces de l'opposition. Ce ne sont plus seulement les intérêts des secteurs populaires qui sont en jeu, mais ceux des gens d'affaires, de l'Église catholique, des partis d'opposition, des couches moyennes de professionnels, etc. qui eux aussi exigent un changement ou la fin du gouvernement et expriment la nécessité de mettre le pays sur une voie démocratique.



**Premier Mai 2019, une marche à Tegucigalpa au Honduras**

Ces derniers jours, le Commandement du Sud a annoncé la présence sur le territoire national de 300 marines, ainsi que sa présence militaire dans trois autres pays de l'Amérique centrale : Bélice, Guatemala et le Salvador, prétendument pour venir en aide aux forces armées nationales en cas de désastres naturels. Aussi, des images de mouvements militaires de l'armée hondurienne dans différentes parties du pays circulent dans les médias alternatifs. Les rumeurs et les spéculations vont bon train : certains disent que « ce sont les gringos qui vont expulser JOH » en raison de ses liens avec le narcotrafic (compte tenu du fait que son frère Tony Hernandez est déjà devant les tribunaux dans le sud de New York pour le trafic de tonnes de cocaïne). D'autres disent que les militaires eux-mêmes préparent un coup d'État pour éviter qu'ils soient extradés ou encore parce que le président a manqué de respect envers l'armée en faisant fi des promotions militaires 22, 23 et 24 et en confiant des postes de haut commandement à ses amis proches et à ses collaborateurs du secteur militaire.

Au Honduras, plusieurs scénarios sont possibles. Ces derniers jours de lutte indiquent que les contradictions s'exacerbent, en particulier en raison de la saine insistance des organisateurs du Programme de poursuivre la mobilisation populaire et de l'énorme appui dont ils bénéficient tant dans l'opinion publique que parmi les autres forces importantes d'opposition du pays. Un des dirigeants enseignants, interviewé dans la rue, a fait preuve d'un niveau élevé de conscience politique lorsqu'il a répondu de la façon suivante à la question à savoir si les organisateurs du Programme cherchaient à mettre fin au régime : « Nous dirigeons les masses et nous assumons notre rôle. Maintenant, c'est à l'avant-garde politique d'assumer sa responsabilité historique. »

(Traduction: LML. Photos : G. Ríos Munguía, WWSW)

## Les tentatives fuites et sans fin de nier le droit à l'existence des Palestiniens

### Kushner comme administrateur colonial: parlons du « modèle israélien »

- Ramzy Baroud -



Dans une entrevue télévisée du 2 juin à l'émission d'actualité de la série documentaire « Axios » de la chaîne HBO, Jared Kushner s'est ouvert sur de nombreuses questions, en particulier sur son « accord du siècle ».

La révélation majeure qu'a faite Kushner, le conseiller et gendre du président Donald Trump, n'avait rien de surprenant. Kushner pense que les Palestiniens ne sont pas capables de se gouverner eux-mêmes.

Pas surprenant, parce que Kushner pense qu'il est capable de régler l'avenir du peuple palestinien sans inclure la direction palestinienne. Il n'a cessé de promouvoir son soi-disant « accord du siècle » en incluant dans diverses rencontres et conférences des pays comme la Pologne, le Brésil et la Croatie, mais pas la Palestine.



C'est effectivement ce qui s'est produit à la conférence de Varsovie sur la « paix et la sécurité » au Moyen-Orient [les 13 et 14 février]. La même comédie, également dirigée par Kushner, devrait être servie au Bahreïn le 25 juin.

Beaucoup a été dit sur le racisme insidieux des propos de Kushner, infestés de la puanteur des vieux discours coloniaux où les indigènes étaient considérés comme des êtres inférieurs, incapables de penser de manière rationnelle, des êtres qui avaient besoin des « blancs » civilisés de l'hémisphère occidental pour les aider à surmonter leur retard et leur incompétence inhérente.

Kushner, dont les qualifications reposent simplement sur ses liens familiaux avec Trump et l'amitié familiale avec le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, est maintenant sur le point de devenir un de ces administrateurs coloniaux d'autrefois, qui régnaient en roi et maître tandis que les malheureux indigènes n'avaient qu'à s'y faire ou être punis.

Ce n'est pas une exagération. En fait, selon des informations fuitées au sujet de cet « accord du siècle » de Kushner, et publiées dans le quotidien israélien *Israel Hayom*, si des groupes palestiniens refusent d'accepter les diktats américano-israéliens, « les États-Unis annuleront tout soutien financier aux Palestiniens et feront en sorte qu'aucun pays ne leur transfère des fonds ».

Dans l'interview de HBO, Kushner a offert aux Palestiniens une bouée de sauvetage. Ils seraient jugés aptes à se gouverner eux-mêmes à condition d'atteindre les objectifs suivants : « un système juridique équitable, la liberté de presse, la liberté d'expression et la tolérance envers toutes les religions ».

Le fait que la Palestine soit un pays occupé, assujéti à tous les niveaux à la loi militaire israélienne, et qu'Israël n'a jamais rendu de comptes pour son occupation de 52 années ne semble pas du tout pertinent pour Kushner.



**Marche du 28 mars 2019 à Gaza, en préparation de la célébration de la Journée de la terre et du premier anniversaire de la Grande Marche du retour**

Au contraire, ce qui sous-tend le propos de Kushner dans cette entrevue est qu'Israël est l'antithèse de l'échec indéniable de la Palestine. Contrairement à la Palestine, Israël n'est pas tenue de prouver sa capacité d'être une partenaire de paix digne de confiance.

S'il est vrai que la notion du « préjugé américain envers Israël » est aussi vieille que l'État d'Israël



lui-même, ce qui n'est pas ou peu discuté est le fondement de ce préjugé, l'opinion résolument condescendante, paternaliste et souvent raciste qu'entretiennent les classes politiques américaines envers les Palestiniens — et envers tous les Arabes et musulmans, pour tout dire — et l'engouement total pour Israël, qui est souvent citée comme un exemple de démocratie, de transparence juridique et de tactiques « anti-terreur » réussies.

Selon Kushner, un « système juridique équitable » est la condition sine qua non pour déterminer la capacité d'un pays de se gouverner lui-même. Mais le système juridique d'Israël, lui, est-il « équitable » et « démocratique » ?

Israël n'a pas un mais bien deux systèmes juridiques. En fait, cette dualité est une caractéristique des tribunaux israéliens depuis l'origine même d'Israël en 1948. Ce système d'apartheid de facto repose sur une distinction entre Juifs et Arabes, ce qui est vrai pour le droit civil et le droit criminel.

« Le droit criminel s'applique séparément et inégalement en Cisjordanie, uniquement sur la base de la nationalité (Israélien et Palestinien), et il reste habilement et vaguement conforme à certains aspects du droit international afin de préserver et de développer son entreprise de colonie (juive illégale) », explique l'intellectuelle israélienne Emily Omer-Man, dans son essai « Séparés et inégaux ».

En pratique, un Palestinien et un Israélien qui commettent exactement le même crime seront jugés en vertu de deux systèmes distincts, avec deux procédures distinctes : « Le colon aura un procès en vertu du code pénal israélien tandis que le Palestinien aura un procès en vertu de l'ordre militaire. »

Cette iniquité fait partie intégrante d'un appareil juridique foncièrement injuste qu'est le système juridique israélien depuis ses débuts. Prenons l'exemple des mesures de détention administrative. Les Palestiniens peuvent être détenus sans procès et sans aucune justification juridique officielle. Des dizaines de milliers de Palestiniens ont été assujettis à cette « loi » antidémocratique et des centaines d'entre eux sont actuellement détenus dans des prisons israéliennes.

Il est ironique que Kushner ait soulevé la question de la liberté de presse, puisqu'Israël est spécifiquement pointé du doigt pour son bilan lamentable à ce sujet. Israël aurait violenté 811 journalistes palestiniens depuis le début de la « Marche du Retour » à Gaza en mars 2018. Deux journalistes — Yaser Murtaja et Ahmed Abu Hussein — ont été tués et 155 ont été blessés par des tireurs d'élite israéliens.

Comme pour le système juridique israélien déséquilibré, les attaques contre la presse font aussi partie d'un *modus operandi* de longue date. Selon un communiqué de presse émis par le Syndicat des journalistes palestiniens en mai dernier, Israël a tué 102 journalistes palestiniens depuis 1972.

Le fait que des intellectuels, poètes et activistes palestiniens aient été incarcérés pour leurs publications sur Facebook et d'autres médias sociaux en dit long sur les limites imposées par Israël à la liberté de presse et d'expression.

Il faut aussi mentionner qu'en juin 2018, la Knesset israélienne a adopté une loi qui interdit de filmer des soldats israéliens, ce qui vise à dissimuler leurs crimes et à les protéger de toute éventuelle responsabilité juridique.

Pour ce qui est de la liberté de religion, en dépit de ses nombreuses lacunes, l'Autorité palestinienne n'exerce pas de discrimination contre les minorités religieuses. On ne peut en dire autant d'Israël.

Bien que la discrimination contre les non-Juifs en Israël ait été la raison d'être de l'idée même d'Israël, la Loi de l'État-nation de juillet 2018 vient cimenter davantage la supériorité des Juifs et le statut inférieur de tous les autres.

En vertu de la nouvelle Loi fondamentale, Israël est uniquement « le foyer national du peuple juif » et « le droit d'exercer l'auto-détermination nationale appartient au seul peuple juif ».

Inutile de faire la morale aux Palestiniens sur comment être à la hauteur des attentes israéliennes et américaines, car ils ne chercheront jamais à émuler le modèle non démocratique israélien. Ce dont ils ont besoin, de manière urgente, c'est de la solidarité internationale qui les aide à remporter leur lutte contre l'occupation, le racisme et l'apartheid israéliens.

*Ramzy Baroud est un journaliste, auteur et rédacteur de Palestine Chronicle. Son dernier livre est The last earth : A Palestinian Story (Pluto Presse, Londres, 2018).*

*(Palestine Chronicle, 12 juin 2019. Traduction : LML. Photo: Times of Gaza.)*

## **Derniers développements dans la péninsule coréenne**

### **Réunion à Toronto sur les développements actuels dans la lutte pour la paix et la réunification**



Un forum public dynamique et informatif a eu lieu à Toronto le 15 juin pour marquer le 19<sup>e</sup> anniversaire de la signature de la Déclaration conjointe Nord-Sud du 15 juin 2000 entre la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et la République de Corée (RdC), un événement historique qui a revitalisé le mouvement populaire en faveur de la réunification nationale en Corée. Les participants au forum, organisé par la Commission de vérité sur la Corée (chapitre canadien) et la Fédération de Corée au Canada, ont entendu le professeur Kiyul Chung, directeur du 21st Century Institute à Washington, professeur émérite invité à l'université Kim Il Sung de Pyongyang, et un militant pacifiste anti-impérialiste de longue date et défenseur des droits du peuple coréen.

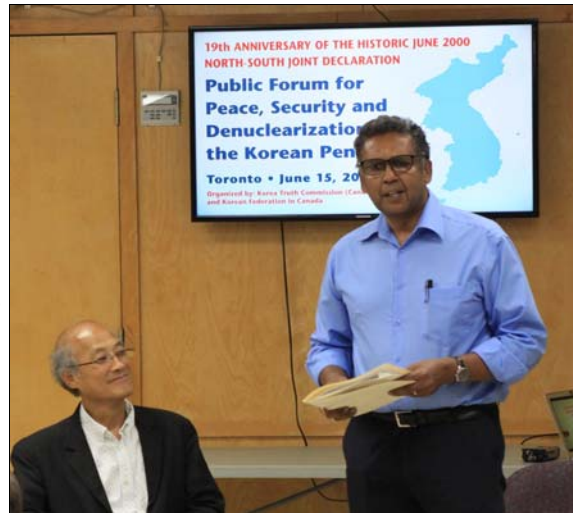
Philip Fernandez, porte-parole de la Commission de vérité sur la Corée (chapitre canadien), a souhaité la bienvenue à tous et présenté un bref exposé résumant l'expérience récente de la promotion de la lutte nationale du peuple coréen pour une réunification indépendante et pacifique de son pays. Il a souligné que l'avenir de la nation coréenne était entre les mains du peuple coréen. Il a noté que les Coréens du nord et du sud prennent position contre l'occupation militaire américaine en cours et contre les menaces d'agression sur la péninsule coréenne et renforcent leurs relations.

M. Fernandez a ensuite présenté le professeur Kiyul Chung, conférencier principal de l'événement, et a souligné que les relations du peuple canadien avec le professeur Chung remontent à près de deux décennies, soit depuis le Tribunal international des crimes de guerre de la Commission de

vérité de la Corée qui s'est tenu à New York les 23 et 24 juin 2001. Il a rappelé que pour la première fois, un tribunal populaire était créé pour mettre en lumière les crimes commis par les forces armées américaines contre le peuple coréen depuis l'occupation américaine de la Corée en 1945 et pour juger les dirigeants et les commandants militaires pour ces crimes. Sur la base des preuves fournies, un panel international de juristes a déclaré toutes les personnes coupables de de guerre, crimes contre l'humanité, crimes contre la paix et génocide contre le peuple coréen, et a réclamé justice, des excuses et une indemnisation des victimes de ces atrocités, ainsi qu'un retrait immédiat de toutes les troupes américaines de la péninsule coréenne. Une délégation de 60 Canadiens avait participé à cet événement historique, coprésidé par le professeur Chung.

Dans son exposé approfondi et la discussion qui a suivi, le professeur Chung a abordé un certain nombre de thèmes importants, notamment les relations actuelles entre les États-Unis et la RPDC, les relations entre la RPDC et la RdC, l'évolution du paysage géopolitique mondial avec la montée en puissance de la Chine et de la Russie et la crise au sein de l'État américain où le président Trump lui-même est engagé dans une lutte contre les forces rivales au sein de l'administration américaine.

Le professeur Chung a commencé par souligner que la RPDC avait mis en place une force de dissuasion nucléaire pour défendre sa souveraineté face à plus de 60 ans de menaces d'agression renouvelée de la part des États-Unis, notamment d'une attaque nucléaire. Il a noté que les décideurs des gouvernements américains reconnaissent maintenant que les États-Unis ne sont plus en mesure d'agir comme avant avec la RPDC et qu'ils devraient mieux préparer une « stratégie de sortie ».



Le professeur Chung a également indiqué que la RPDC avait fait savoir qu'elle ne souhaitait plus parler à l'État américain si celui-ci continuait à exiger de façon scandaleuse et arrogante qu'elle renonce à sa capacité de défense nucléaire comme condition préalable aux pourparlers. Il a souligné le fait que la RPDC avait défendu son indépendance et sa souveraineté dans les conditions les plus difficiles - tels que le moment où l'Union soviétique et les pays du bloc de l'Est se sont effondrés en 1991 et que la RPDC a dû traverser la « Marche ardue » - et que cela avait donné au peuple de la RPDC confiance en ses dirigeants et la conviction qu'il l'emportera contre les pressions les plus grandes de l'impérialisme anglo-américain s'il reste fidèle à ses principes et à sa vision du Juche.



Parlant des relations entre la RPDC et la RdC, le professeur Chung a précisé que, même si la « révolution à la chandelle » du peuple coréen avait amené le président Moon Jae-in au pouvoir, les efforts pour améliorer les relations entre la RPDC et la RdC restent bloqués parce que les forces anticomunistes pro-américaines contrôlent toujours les principales structures de l'État, dont l'armée qui est une expression de la domination et du contrôle du pays depuis la Deuxième Guerre mondiale. Les États-Unis continuent d'appuyer ces forces, qui tiennent à la division du peuple coréen et au maintien de la péninsule dans un état de crise. Par exemple, malgré les termes de la déclaration de Panmunjom signée le 27 avril 2018 entre le président Kim et le président Moon, qui appelle les deux parties à s'abstenir de toute provocation militaire, entre autres promesses, les exercices militaires conjoints entre la RDC et les États-Unis continuent.

La montée de la Chine et la revitalisation de la Russie dans les affaires géopolitiques mondiales ont également été au centre des débats. Le professeur Chung a noté que le président chinois Xi et le président russe Poutine se sont récemment rapprochés de la RPDC et apportent leur soutien de diverses manières. La Chine et la Russie insistent pour dire que la solution à la question coréenne passe par les voies diplomatiques et non par celles de la guerre. Outre l'envoi de denrées alimentaires et d'autres produits de première nécessité en RPDC, la Russie, sous Poutine, a annulé le prêt de 10 milliards de dollars contracté par la RPDC avant la chute de l'Union soviétique. Au fur et à mesure que la puissance et le prestige de la Russie et de la Chine augmentent, ils continueront de neutraliser les États-Unis et leur tentative de dominer l'Asie de l'Est, a expliqué le professeur Chung.

Le professeur Chung a également évoqué la question des sanctions brutales imposées à la RPDC par le Conseil de sécurité des Nations unies. Ces sanctions illégales ont causé de grandes difficultés à la population, a-t-il expliqué, et doivent être levées. Il a noté que plus de 52 pays ont défié le régime de sanctions et que d'autres ont intensifié leur assistance à la RPDC. Il a mentionné en particulier la cargaison récente de riz envoyée par le peuple et le gouvernement du Vietnam pour aider à réduire la pénurie alimentaire en RPDC.

Une partie importante de la présentation du professeur Chung a été consacrée à la crise politique aux États-Unis et aux difficultés du gouvernement Trump face au puissant establishment derrière le gouvernement américain - qu'il a appelé (empruntant au terme inventé par le président américain Eisenhower) le complexe militaro-industriel américain. Il a indiqué que le président Trump semblait disposé à engager le dialogue avec la RPDC et à renforcer ses relations amicales avec le président Kim Jong Un, manifestées lors de la première réunion historique entre la RPDC et les États-Unis. Le sommet de Singapour du 12 juin 2018 et le sommet qui a suivi entre les deux dirigeants à Hanoi les 27 et 28 février 2019 ont été sapés par les fauteurs de guerre John Bolton, conseiller en sécurité nationale, et Mike Pompeo, secrétaire d'État, qui suivent une politique visant à forcer la RPDC à se soumettre.



Le professeur Chung a conclu que face à ces complexités, la RPDC continue de maintenir son statut au sein de la communauté mondiale en tant qu'État indépendant et souverain. En plus de renforcer sa capacité de défense légitime, a-t-il dit, elle établit des relations fraternelles fondées sur des principes avec la République de Corée et d'autres pays amis, y compris la Chine et la Russie, afin de faire progresser son développement sur la base de l'avantage réciproque.

Les participants à la réunion ont grandement apprécié les idées et les opinions du professeur Chung. En conclusion du forum, le porte-parole de la Commission de la vérité sur la Corée (chapitre canadien) a remercié le professeur Chung, lui a souhaité du succès dans le travail important qu'il fait

et a dit avoir hâte à sa prochaine visite au Canada pour poursuivre la discussion.



## Visite d'État du président chinois en République populaire démocratique de Corée



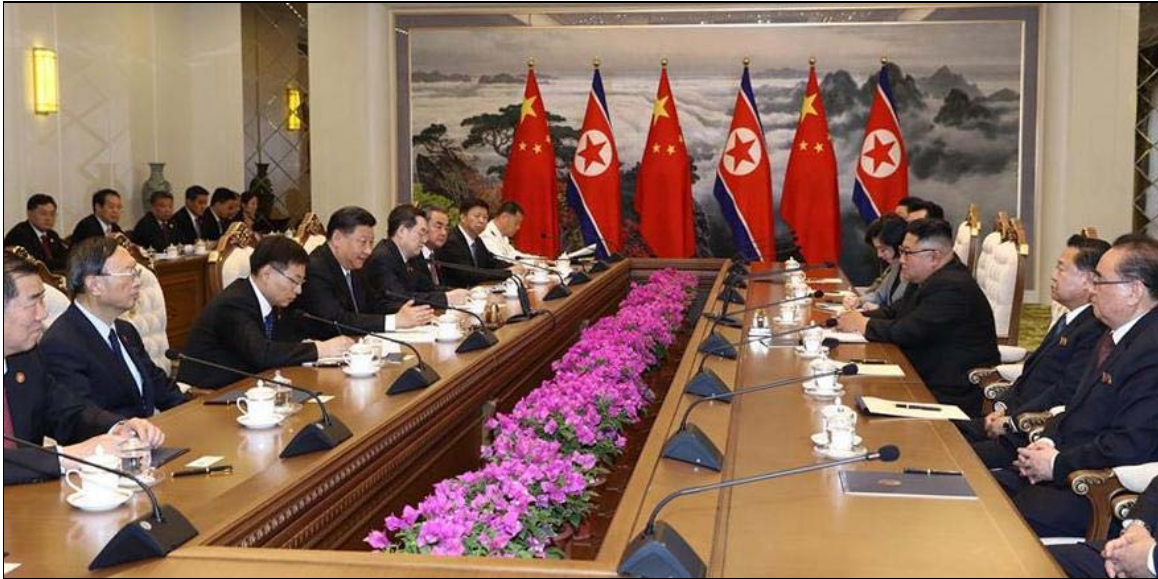
Xi Jinping, secrétaire général du Comité central du Parti communiste chinois (PCC) et président chinois, s'est rendu en visite d'État en République populaire démocratique de Corée (RPDC) les 20 et 21 juin, à l'invitation de Kim Jong Un, président du Parti des travailleurs de Corée et président de la Commission des affaires d'État de la RPDC. Il s'agissait de la cinquième rencontre entre les deux dirigeants et de la première visite d'État de Xi en RPDC.[1] La visite a eu lieu à l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et la RPDC.

Song Tao, chef du département international du Comité central du PCC, a déclaré lors d'une conférence de presse le 17 juin que pendant ces 70 années, les deux partis et les deux pays ont coopéré et ont eu des échanges dans les domaines de la culture, de l'éducation, des sciences et technologies et de l'économie. Il a souligné que le PCC et le gouvernement chinois sont restés attachés aux relations Chine-RPDC depuis le 18<sup>ème</sup> Congrès national du PCC en 2012. Les rencontres récentes ont permis d'échanger des vues approfondies sur les relations bilatérales et la situation dans la péninsule coréenne et de dégager une série de consensus importants. Cela a ouvert un nouveau chapitre pour les relations Chine-RPDC, a dit Song. Les deux parties ont convenu qu'il était dans l'intérêt des deux pays et des deux peuples de préserver, de consolider et de développer leurs relations bilatérales, a-t-il ajouté. Il convient également de rappeler le rôle important joué par l'Armée des volontaires du peuple chinois qui a combattu aux côtés de la RPDC pendant la guerre de Corée où environ trois millions de Chinois ont participé à la guerre. Aujourd'hui, quelque 200 000 touristes chinois visitent la RPDC chaque année, dont plusieurs se



rendant sur les champs de bataille de la guerre de Corée, où se sont battus des membres de leur famille.

Les liens de la RPDC avec la Chine remontent à plus loin que 70 ans. Dans sa jeunesse, Kim Il Sung, fondateur et président de la RPDC, a été un dirigeant important des forces de guérilla chinoises luttant contre l'occupation japonaise de la Mandchourie dans les années trente et quarante. Le peuple coréen était uni au peuple chinois dans cette lutte, car la Corée souffrait terriblement elle aussi sous l'occupation japonaise à ce moment-là.



La RPDC est un rempart important contre les objectifs de l'impérialisme américain en raison de sa situation géographique et de sa défense inébranlable de sa souveraineté et de la cause de la paix et de la réunification nationale. Il est dans l'intérêt mutuel de la Chine et de la RPDC que cette dernière continue à jouer ce rôle.

À cet égard, la Chine a cherché récemment à renouer et à approfondir ses liens de longue date avec la RPDC, notamment en ce qui concerne le rôle que la Chine peut jouer dans la promotion du dialogue entre la RPDC et les États-Unis. La Chine peut jouer un rôle important au moment où l'administration américaine actuelle sape les négociations et bloque la signature d'un accord de paix visant à mettre officiellement fin à la guerre de Corée et à permettre la normalisation des relations, y compris la levée des sanctions injustes contre la RPDC. Au cours de la dernière année et demie de discussions et de négociations entre la RPDC et les États-Unis, la Chine a toujours appelé à un dialogue pour résoudre les différends entre les deux parties et à instaurer une confiance mutuelle par le biais d'un processus réciproque d'action pour action.

Song a dit que la Chine et la RPDC ont convenu d'encourager les parties concernées « à chérir le momentum durement acquis du dialogue et de la réduction des tensions dans la péninsule, à s'en tenir à l'objectif de la dénucléarisation, à la sauvegarde de la paix et de la stabilité dans la péninsule et à la résolution de la question de la péninsule coréenne par le dialogue et la consultation », a rapporté Xinhua.

Dans une lettre publiée le 19 juin dans les médias de la RPDC, le Président Xi a rappelé l'importance que la Chine attache à ses relations avec la RPDC et sa volonté de contribuer aux efforts de la RPDC pour assurer la paix dans la région. « En tant que bon camarade et voisin, peu importe l'évolution de la situation internationale, le PCC et le gouvernement chinois ont toujours tenu et tiendront toujours une position ferme en faveur de la consolidation et du développement des relations Chine-RPDC », a écrit Xi.



La Chine soutiendra sans réserve le président Kim qui dirige la RPDC dans la mise en oeuvre de la nouvelle ligne stratégique et se concentre sur le développement de l'économie et l'amélioration des moyens de subsistance de la population pour accomplir de nouvelles réalisations encore plus importantes dans la construction socialiste de la RPDC, a ajouté Xi.

« Nous sommes heureux de constater qu'avec la décision correcte du président Kim et les efforts concertés de toutes les parties concernées, la tendance générale au dialogue pacifique dans la péninsule coréenne a pris forme et qu'un règlement politique de la question de la péninsule offre une opportunité historique rare, ce qui a été universellement reconnu et attendu par la communauté internationale », a-t-il dit.

Xi a ajouté que la Chine était prête à travailler avec la RPDC pour la réalisation d'une paix et d'une stabilité durables dans la région. Il a dit : « Nous devons renforcer la communication stratégique et promouvoir les échanges et l'apprentissage mutuel, afin de donner un nouveau sens à notre amitié traditionnelle. » Il a appelé les deux parties à poursuivre leur bonne tradition d'échanges de haut niveau et leurs projets de développement des relations bilatérales.

Les deux parties devraient améliorer la communication et la coordination à tous les niveaux, ainsi que la communication entre les parties et les échanges d'expériences sur la gouvernance, a dit Xi.

Réalisant des progrès dans la sécurisation de la paix et de la stabilité régionales, les deux pays doivent approfondir leurs communications et leur coordination, a déclaré Xi. « Cela répond à nos besoins respectifs en matière de développement et aux intérêts communs de nos peuples de faire avancer le règlement politique du problème de la péninsule coréenne et de maintenir la paix et la stabilité dans la région », a-t-il ajouté. La Chine « contribuera activement à la paix, à la stabilité, au développement et à la prospérité de la région en renforçant la communication et la coordination avec la RPDC et les parties concernées afin de faire progresser ensemble les discussions et les négociations sur la question », a-t-il dit.

Avant la visite de Xi en RPDC, Xinhua avait publié un article comprenant des citations notables de Xi concernant la situation dans la péninsule coréenne et les négociations de paix de la RPDC avec les États-Unis :

« Comme toujours, la Chine soutiendra l'amélioration des relations intercoréennes et facilitera la réconciliation et la coopération entre les deux parties. »

« La Chine est prête à collaborer avec la RPDC et les parties concernées pour jouer un rôle positif et constructif dans le maintien de la paix et de la stabilité et dans la réalisation de la dénucléarisation dans la péninsule et l'instauration d'une paix et d'une stabilité durables dans la région. »

« La Chine soutient l'adhésion continue de la RPDC à la voie de la dénucléarisation dans la péninsule, soutient l'amélioration continue des relations intercoréennes, soutient les sommets et les résultats obtenus par la RPDC et les États-Unis, et soutient les parties concernées dans leur effort pour résoudre leurs problèmes légitimes respectifs par le dialogue. »

Le 20 juin, le président Xi a été chaleureusement accueilli à Pyongyang par de grandes foules. Lui et le président Kim ont convenu de « travailler ensemble pour créer un avenir prometteur pour les relations entre les partis et entre les États à ce nouveau point de départ de l'histoire », a rapporté Xinhua. L'amitié Chine-RPDC est un choix stratégique fait par les deux parties dans une perspective globale et à long terme et elle ne faiblira pas en raison des changements dans la situation internationale, a dit Xi. Il a ensuite réitéré ses déclarations antérieures concernant l'importance que la Chine attache à ses relations avec la RPDC et son engagement à les approfondir.



Bien que la RPDC soit un petit pays, sa position de principe consistant à toujours défendre sa souveraineté contre toute agression étrangère, malgré toutes les tentatives de tourner la vérité à l'envers pour l'isoler et la diffamer comme étant l'agresseur, est un véritable point de ralliement. La visite du président Xi en RPDC montre comment elle crée la possibilité pour d'autres personnes de se joindre à la RPDC pour un avantage mutuel, notamment en défendant la cause de la paix qui est dans l'intérêt de l'humanité tout entière.

## Notes

1. Les quatre réunions précédentes entre le président Xi et le président Kim se sont toutes déroulées en Chine. La première s'est tenue à Beijing du 25 au 28 mars 2018. La deuxième réunion a eu lieu les 7 et 8 mai 2018, suivie d'une autre à Beijing les 19 et 20 juin 2018. La quatrième réunion a eu lieu du 7 au 10 janvier de cette année.

(Photos: Xinhua)

## Supplément

### D'importants anniversaires

- **24 juin: La Fête nationale du Québec remonte à 1834**
- **23 juin: 29e anniversaire de la défaite de l'Accord de Meech**
  - **1er mai-25 juin: 100e anniversaire de la Grève générale de Winnipeg**
- **19 juin: Jour de l'émancipation aux États-Unis**

Lisez *Le Marxiste-Léniniste*

Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)